



INFORMATIONS EXTERNES

Taxes, règlements et ... « Gilets Jaunes »

Si l'on en croit les sondages, trois quarts de la population soutiendraient le mouvement des « gilets jaunes » contre la fiscalité sur les carburants, et en particulier la nouvelle taxe carbone. Mais d'autres sondages montrent qu'une proportion similaire de la population pense qu'il faut lutter contre le changement climatique ce qui est le but de ladite taxe !!

La population avait jusqu'alors supporté sans récrimination des charges liées à la transition énergétique. La taxe carbone elle-même date de 2014, mais était passée inaperçue jusqu'à maintenant. Il est vrai que le prix du pétrole était relativement bas à l'époque.

Le démarrage du mouvement n'a pas été rapide, puisque la première pétition date de mai et qu'il n'a vraiment commencé qu'en octobre. De plus, il ne correspond pas à la chronologie des taxes puisque l'échéancier est connu depuis 2017. Le début de l'examen du budget 2019 l'a cependant mis en lumière et l'ambiance générale a fait le reste.

Sur le plan théorique cette taxe a de quoi réjouir les économistes car c'est un signal prix laissant le choix au consommateur et surtout l'échéancier futur est affiché. Autrement dit, c'est l'idéal pour un comportement rationnel, mais la population ne semble pas partager ce sentiment !



Certaines autres mesures ne soulèvent pas de difficulté ou plutôt laissent indifférent même si au bout du compte c'est le consommateur qui paye :

- Les normes et obligations dans la construction neuve renchérisent le coût de 10 à 15% mais c'est une question que l'on ne rencontre généralement qu'une fois dans sa vie,
- Les mesures qui ne touchent que les entreprises laissent le public indifférent. Le public ne voit pas la répercussion sur les prix ou sur la compétitivité,
- Plus étonnant est l'indifférence vis-à-vis de la CSPE (contribution au service public de l'électricité), qui représente plus de 15 % de la facture d'électricité et a été multiplié par 7 environ de 2002 à 2016. Sans doute parce que la facture apparaît complexe, est variable dans l'année et payée souvent sans lecture par prélèvement automatique tous les deux mois,
- Autre étonnement, le mouvement parle très peu du chauffage et pourtant l'augmentation est là et la dépense supérieure, mais le consommateur de fuel domestique ne fait qu'une ou deux opérations annuelles.

L'une des raisons de ce réveil brutal est sans doute que les particuliers, dans leur grande majorité, ne font pas vraiment le lien entre leur comportement et le climat. Ils ont l'impression de ne pas gaspiller et les taxes ne leur apparaissent que comme un prélèvement fiscal. La notion de signal prix leur est étrangère.

La faible élasticité de la consommation de carburant fait des carburants un outil fiscal efficace mais l'effet direct sur le climat est négligeable ! Le mouvement s'est focalisé sur les carburants qui ont subi de fortes hausses; entre octobre 2017 et octobre 2018 le diesel a augmenté de 23% et l'essence de 18 %. Même si les taxes ne sont responsables que de 5% et 3% c'est l'axe normal de l'action politique car c'est le plus parlant pour le public et donc pour l'électeur.

La vivacité du mouvement peut s'expliquer de différentes façons, en dehors bien sûr de l'ambiance générale :

- L'attachement sentimental à la voiture est fort chez beaucoup; y toucher est une "agression". D'autres mesures avaient déjà "énervé" les automobilistes (par exemple la limitation de vitesse à 80 km/h),
- L'annonce d'une nouvelle taxe a un effet excitateur; aurait-on pu augmenter sans publicité la TICPE (taxe intérieure de consommation des produits énergétiques) ?
- L'évolution des taxes alors que le prix du pétrole augmentait fortement a conduit aux hausses citées ci-dessus,
- Le fait est qu'on va régulièrement à la pompe, qu'on paie immédiatement donc qu'on constate régulièrement l'augmentation,
- L'annonce de l'évolution ultérieure qui n'est pas ressentie comme une information utile mais comme l'annonce de nouvelles "agressions" !
- Les mesures annoncées pour atténuer le choc, dirigées à juste titre vers les plus faibles revenus, n'ont aucun effet sur la grande partie des manifestants (qui les paieront indirectement). De toute façon, dans toute évolution fiscale, seuls ceux qui sont pénalisés se manifestent.

La situation actuelle illustre la difficulté de faire des mouvements qui soient rationnels pour les experts mais qui soient en même temps compris du public.

L'opinion est un peu comme un liquide en surfusion qu'une petite perturbation fait prendre en masse.

On ne sait pas aujourd'hui comment se fera la sortie du mouvement mais la leçon est coûteuse.

Dans une démocratie il faut anticiper les réactions du grand public même si elles ne paraissent pas rationnelles. Elles sont peut-être difficiles à prévoir mais elles sont encore plus difficiles à arrêter !!